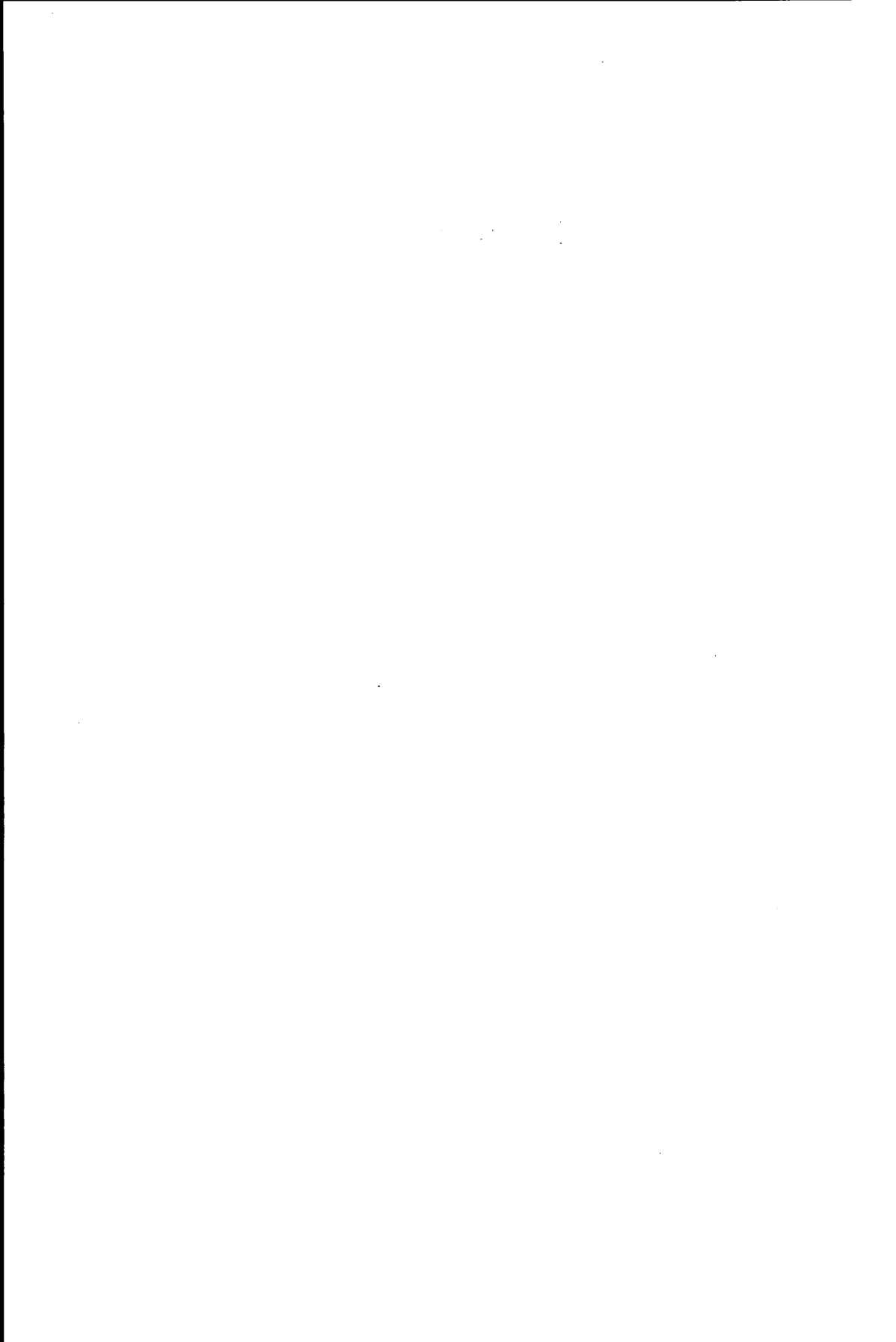


Points de vue



Michel A. PRIGENT
INALCO

1953—1956 ou l'impossible déstalinisation contrôlée

(Communication présentée le 13 juin 1991 à la Conférence Internationale de Budapest:
«The place of 1956 Revolution in the Decline of Soviet Communism»)

La récente période a inauguré le processus d'effondrement du système totalitaire stalinien et montré l'incapacité de l'Union soviétique à maintenir sa domination sur l'Europe Centrale et Orientale qu'elle avait érigée en «glacis» politique et militaire au sortir du second conflit mondial. Elle a également été marquée par la fin de la bipolarité du système international issu de la seconde guerre mondiale et mis en place dans les conditions de la «guerre froide».

Déstalinisation et stalinisation sont, à l'évidence, intimement liées; elles sont par ailleurs profondément marquées de l'empreinte des réalités géostratégiques de l'époque.

La stalinisation de l'Europe Centrale et Orientale est un facteur et un produit de la guerre froide, la déstalinisation également, mais dans les conditions particulières du dégel auquel elle contribue.

La déstalinisation en Hongrie est une réalité multiforme, indissociable des conditions de la stalinisation, donc de la situation de ce pays au sortir du conflit mondial. Il est considéré comme allié de l'Allemagne nazie, donc comme «vaincu», et à ce titre occupé militairement selon les conditions définies par la «Grande Alliance», c'est-à-dire placé sous administration militaire soviétique.

Les limites et ambiguïtés de l'«Alliance» la font disparaître rapidement, contribuant en cela à permettre la mise en place en Hongrie du «modèle» stalinien soviétique imposé de l'étranger et par l'étranger, même s'il dispose d'agents et de relais locaux dans le pays. S'instaure alors la domination du Parti-Etat sur une société civile passant sous l'éteignoir et victime de l'arbitraire.

La situation que va connaître la Hongrie est dictée par sa présence, contrainte, au sein d'un bloc totalitaire, dans un monde devenu bipolaire et qui autorise peu l'expression de son indépendance à un Etat non-dominant

au sein d'un bloc politico - militaire. La nature totalitaire du centre — Moscou —, rend impossible l'existence d'un îlot démocratique et souverain à la périphérie.

Deux faits sont d'abord à considérer pour appréhender *le caractère et le contenu réels de la déstalinisation* :

— l'évolution du système dans le pays: elle a débouché sur un échec avec le limogeage d'Imre Nagy au printemps de 1955; un point marqué par les partisans de l'immobilisme, du conservatisme.

— la rupture, même progressive, avec le système: l'échec a été sanctionné par l'écrasement du mouvement de l'automne 1956, et la mise en place du régime Kádár au compte du système imposé de l'étranger par le centre du bloc politico-militaire.

D'autres hypothèses d'école sont envisageables, mais les faits intervenus sont ceux-là, c'est donc eux qu'il faut s'attacher à éclairer et à comprendre.

Une déstalinisation authentique est-elle possible (évolution ou rupture?), dans les conditions du monde bipolaire de l'époque, alors que nombre des acteurs de cette entreprise sont passés par le moule du parti stalinien (en Hongrie et plus encore en URSS)?

De plus, si la déstalinisation est un objectif politique, elle est également un enjeu et un instrument dans la lutte pour le pouvoir au sein d'un système qui demeure très hiérarchisé, oligarchique à bien des égards. L'opportunisme peut être présent dans le Parti-État tout-puissant.

A quelle(s) condition(s) peut-il y avoir déstalinisation dans un cadre qui demeure largement stalinisé?

La déstalinisation apparaît aussi comme une déstabilisation de l'ordre international issu de la seconde guerre mondiale et structuré dans et par la «guerre froide». Face au «monde occidental», il existe en effet un système stalinien international avec sa discipline, ses valeurs et ses instruments: Kominform, doctrine Jdanov, «purges», réalisme socialiste, „«lyssenkisme» . . .

Mouvement communiste international, il couvre le monde entier et y défend les intérêts du «centre», lequel distingue dans son contrôle les partis au pouvoir des autres. Des relations centre-périphérie prévalent au sein du système qui accorde une place importante, pour la sécurité du centre, aux États et aux partis communistes d'Europe Centrale et Orientale. Une priorité existe pour les éléments donnant au «glacis» militaire et politique de l'URSS sa fiabilité. La Hongrie en fait partie au cours de la «guerre froide».

Trois questions se posent alors:

— Une déstalinisation limitée à la seule Hongrie, périphérique, est-elle possible dans ces conditions?

— Un «Nouveau Cours» (voulu par le réformateur Nagy) est-il envisageable sans changement préalable substantiel dans l'ordre international, sans un nouvel ordre stable?

— Faut-il se résigner à la thèse simpliste d'un «deal» Hongrie/Suez à l'automne 1956 dont le cynisme est digne du niveau d'une discussion de «Café du Commerce»?

Un système international devenu bipolaire avec la guerre froide constituée, par le jeu antagoniste des deux grandes puissances autour desquelles s'organisent les blocs, le cadre contraignant de la déstalinisation.

La bipolarité procède de *l'hétérogénéité fondamentale*, reposant sur l'idéologie du système international: elle est nécessairement conflictuelle. Ainsi eut-il des antagonismes entre Triple et Triple Entente, Fascisme et Anti-Fascisme, se soldant par la destruction du Vieux Continent.

Or, à cet égard, l'affrontement qui suit la Seconde Guerre mondiale est porteur d'un paradoxe fondamental: le conflit direct est considéré comme impossible du fait de l'arme nucléaire. C'est donc un affrontement conflictuel sans guerre qui va se dérouler de 1947 à 1962: la «guerre froide».

Si les deux grandes puissances ont des atouts différents, rien ne peut remplacer ces deux pôles, il n'y a pas de système de compensation possible (Europe ruinée, monde périphérique sous - développé): *la multipolarité est impossible*. La défiance réciproque s'alimente de moyens de destruction considérables, la radicalisation des enjeux accroît la peur, la tension monte mais la guerre est impossible (cf R. Aron, H. Kissinger). La confrontation génère l'insécurité.

La mise en place des blocs apparaît donc avoir également comme volonté de rétablir une «sécurité» là où est l'insécurité, un équilibre là où est le déséquilibre: les blocs ont alors une *fonction de compensation* mais s'organisent en période de paix comme en temps de guerre, hâtant l'intégration idéologique, économique et politique. A la répression totalitaire à l'Est s'oppose la virulence à l'Ouest de l'anti-communisme.

La politique des blocs doit beaucoup à la nature des *relations inter-blocs et intra-bloc*.

— Inter-blocs, elles sont réduites au minimum, monopolisées par les deux Super-Grands et soumises à un discours plus militaire que politique (cf «espionnite»).

— Intra-bloc, elles sont prioritaires; hiérarchie et discipline dominant, même si elles ont à l'Est la forme d'un bilatéralisme de façade dissimulant la tutelle imposée.

En fait, on est en présence de deux camps politico - militaires intégrés, notamment par les pactes, même si les deux ensembles sont conformes à des conceptions géopolitiques classiques: un empire «océanique» face à un empire «continental» progressant par contiguïté territoriale pour le contrôle du Heartland (cf Mac Kinder).

Le système international communique par crises durant la guerre froide, et la Révolution hongroise de 1956 en est une d'autant plus importante qu'elle coïncide dans le temps avec celles de Pologne et de Suez. Mais si, dans la logique des blocs, Suez se présente comme une crise périphérique car faisant jouer des forces non centrales (Royaume-Uni, France, Israël, Egypte)

dans une région sensible, *la crise hongroise est perçue comme une crise intra-bloc*, secondaire comme la crise polonaise, en dépit de son caractère dramatique et européen. En revanche, les crises de Berlin (1948—49 et juin 1953, puis août 1961) occupent une place majeure car elle représentent un enjeu central dans le conflit inter-blocs au point le plus sensible, le plus fragile, du bloc soviétique.

La fonction des crises apparaît alors assez clairement dans le système international: d'une part, la délimitation territoriale des camps et le refus d'intervenir hors de son propre camp; d'autre part, la confirmation de la hiérarchie existant au sein de chaque bloc; enfin, une relance de la guerre froide qui n'en modifie ni le contenu ni les limites.

Si une inflexion dans les relations internationales est sensible après la mort de Staline, la mutation n'intervient qu'une fois surmontée la «crise des fusées» de Cuba en 1962, véritable «crise de stabilisation», au terme d'un dialogue rugueux entre les deux Super-Grands sur un enjeu central de la confrontation. C'est donc «au bord du gouffre» (cf John-Foster Dulles), dans la crainte d'un affrontement direct entre les centres des deux blocs que la détente a pu trouver les conditions de son affirmation ultérieure.

La période 1953—1956 témoigne de l'impossibilité d'une déstalinisation contrôlée.

La bipolarité du système international exige un leadership au sein de chaque bloc. Or, si ce système est fondé sur la crainte d'une attaque de l'autre, on ne peut démontrer de façon certaine une volonté d'agression d'un côté ou de l'autre, et il faut noter à cet égard l'importance de l'idéologie et de la manipulation durant la guerre froide.

La fonction profonde du système est peut-être celle d'un procédé de substitution à des traités de paix universellement reconnus après la seconde guerre mondiale: la paix étant impossible sur les enjeux les plus chauds, la guerre froide a eu pour objet de «geler» la carte de la guerre. Ont été également gelées les frontières et les limites territoriales des blocs, contribuant à renforcer l'existence d'un leadership dans chacun des blocs.

La gestion du système bipolaire est intenable à terme du fait de la montée ininterrompue des enjeux et des risques; la guerre froide engendre donc la coexistence pacifique qui débouche sur une multipolarisation limitée, et elle-même pleine de risques. Mais, tant que la bipolarité demeure, la périphérie ne peut espérer qu'une autonomie limitée de la part du Centre, surtout s'il est de nature totalitaire.

La souveraineté nationale, l'existence d'une société civile de plein droit et la démocratie sont incompatibles avec la logique des blocs pour une URSS stalinienne.

Sous le règne du «Parti-Etat» omnipotent en URSS, et donc dans le bloc, était-il sans risques pour le système et sa survie de laisser se développer l'expérience du gouvernement Nagy d'octobre 1956? Aucune extension/

contamination n'était-elle à craindre? Aucune faille, aucune fracture au sein du bloc? La logique de l'écrasement est l'expression ultime de l'hégémonie du Centre sur la périphérie, et tel fut le choix politique du Centre.

L'existence d'une société civile de plein droit implique la liberté de penser, de s'exprimer, d'agir, d'entreprendre, la responsabilité, y compris en matière économique. Nagy avait pu commencer à ouvrir certaines portes dans cette direction durant le «Nouveau Cours», mais sans mobilisation populaire large, et Rákosi put les refermer.

En 1956, bien que la politique de la direction soviétique ait connu des modifications importantes, et peut-être à cause de ces changements et de leurs enjeux, le Kremlin ne veut pas courir le risque de voir durer l'expérience du nouveau gouvernement Nagy, dans les conditions d'une large mobilisation révolutionnaire de la population hongroise, devant les risques quant à la survie du Bloc.

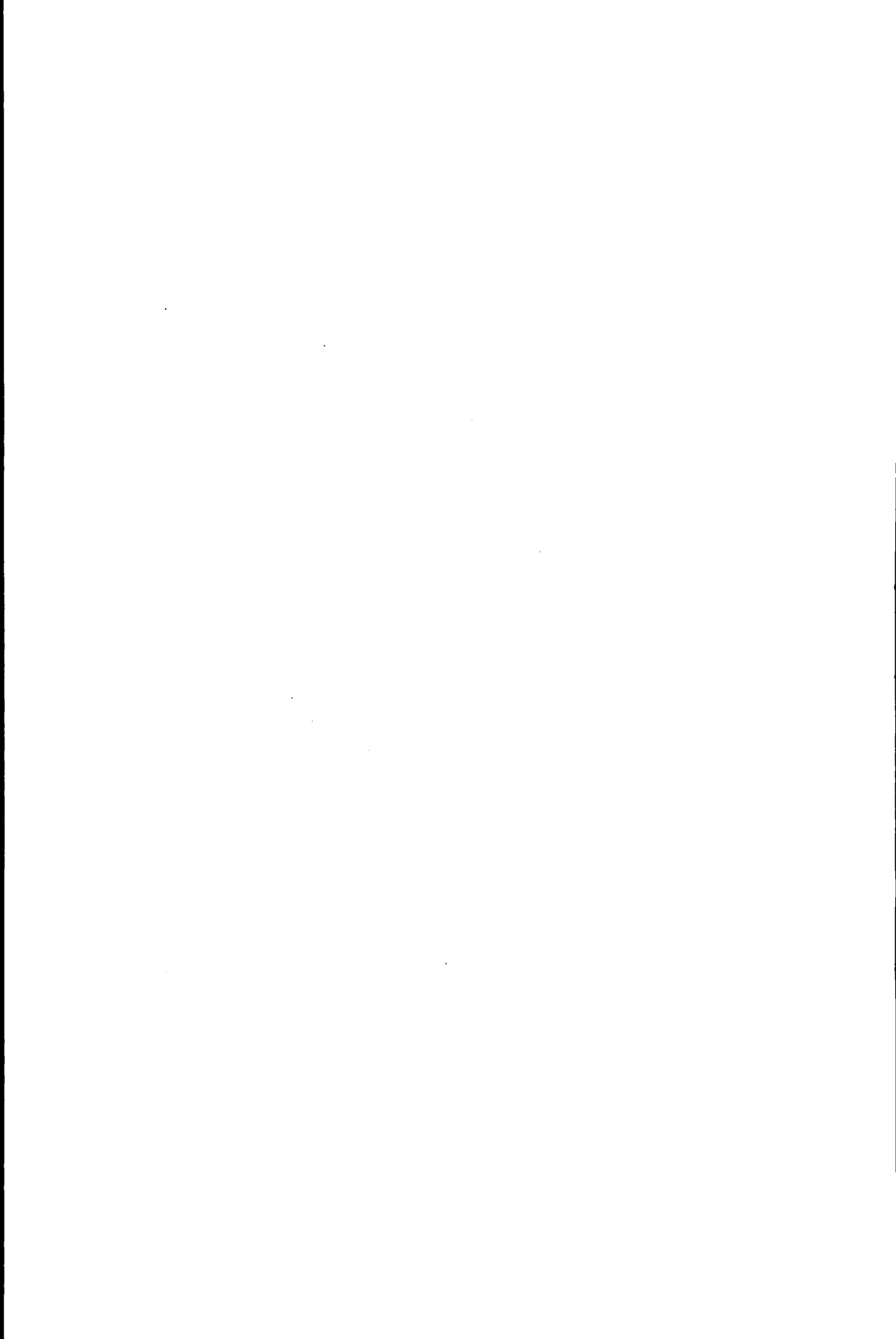
Les tentatives de déstalinisation contrôlée ont été des échecs, échecs dans le caractère contrôlé du processus ou dans le caractère limité de la déstalinisation.

Le marché ne se met pas en place par décret venu d'en haut, la liberté non plus, car ce sont des processus vivants qui se nourrissent des aspirations et des énergies de chaque individu formant la société. Les dernières initiatives du régime communiste en Hongrie nous l'ont montré et, plus encore, l'ensemble des événements intervenus récemment en Europe Centrale et Orientale.

Les changements limités participent d'une volonté de contrôler la transformation et la vident donc de l'essentiel de son contenu. Mais ils ont débouché sur la perte du pouvoir pour l'appareil du «Parti-Etat»: de ce point de vue, c'est donc un échec.

La déstalinisation en Hongrie ne pouvait intervenir qu'avec le départ de Kádár, cependant elle ne pouvait être complète qu'avec la disparition du caractère totalitaire du Bloc, l'impossibilité pour le Centre de maintenir son contrôle absolu sur le Bloc; c'est-à-dire la fin du Bloc.

Ce bouleversement est étroitement lié aux mutations intervenues en URSS même, il était difficilement envisageable à l'époque de la guerre froide quand dominait un système bipolaire de relations internationales.



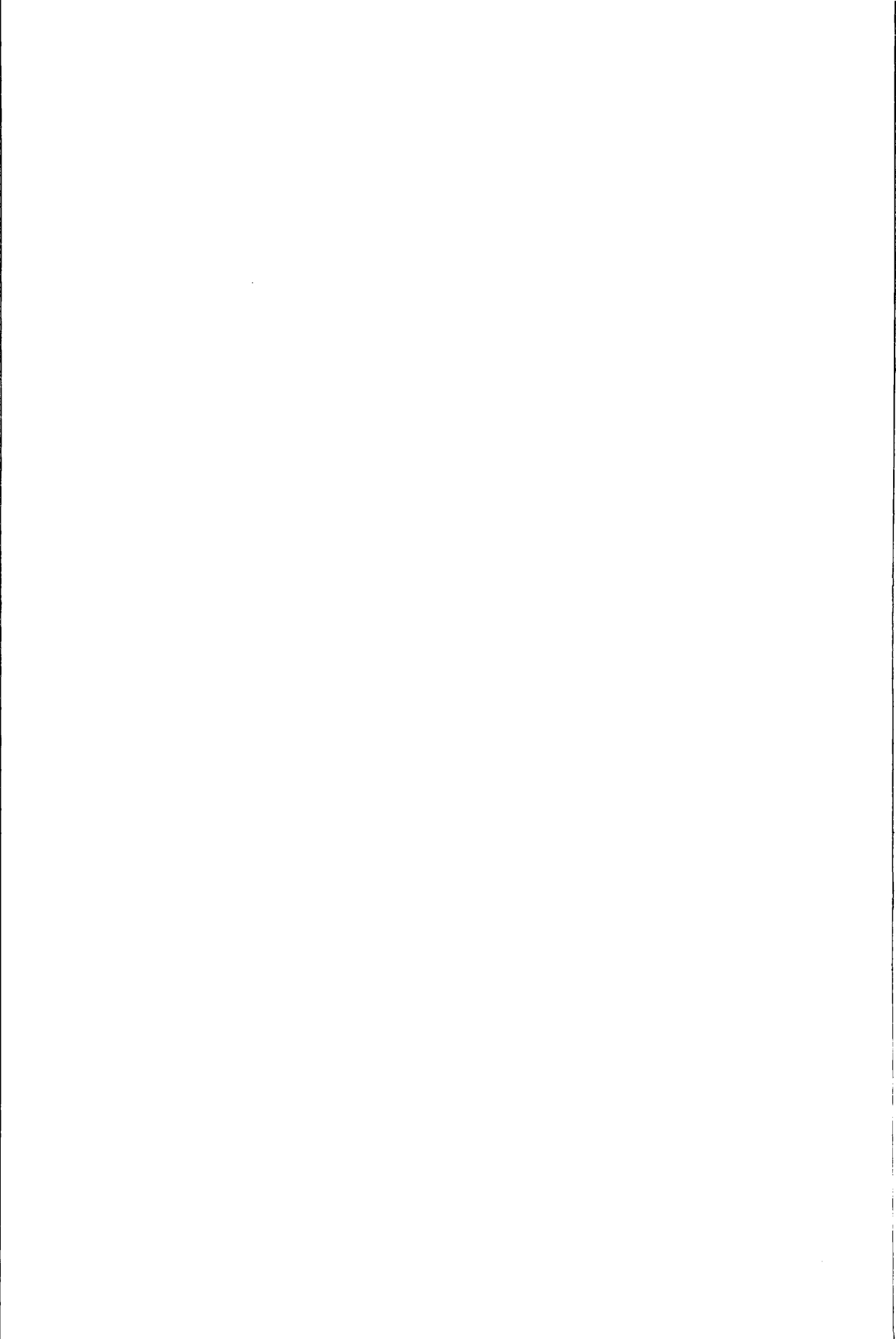
Paul GRADVOHL

Centre Interuniversitaire d'Etudes Hongroises, Paris

Les sciences politiques hongroises

La politologie hongroise s'est distinguée du «socialisme scientifique» dès le début des années 1980. On peut en donner un exemple avec la réflexion sur le développement d'un corporatisme moderne et démocratisé, qui a connu de sérieux développements en Hongrie dès 1985. Ces approches s'appuyaient sur le fait que dans les démocraties libérales on repère également un «corporatisme sociétal». Dans l'annuaire de l'Association hongroise de sciences politiques de 1986 (*Anarchizmus és rendezőelvek*, Budapest, 1986) Csaba Gombár cite les travaux classiques de Philippe C. Schmitter, (dont «Still the Century of Corporatism», *Review of Politics*, 36 (1), janvier 1974, 85—131) et insiste sur la cohabitation normale en démocratie entre «pluralisme», «corporatisme» et «démocratie directe», ce qui montre une bonne information sur les grandes tendances des débats occidentaux. D'ailleurs, lors du Congrès international des sciences politiques tenu à Paris en 1985 la délégation hongroise était déjà en partie composée de spécialistes non issus des chaires de marxisme-léninisme. Pour avoir un aperçu de la science politique hongroise avant la dernière période décrite par Mária Simon ci-dessous, on peut lire en anglais la synthèse de Rudolf Tökés dans *Südosteuropa*, 1988/1 (reprise et précisée dans *Századvég, a Bibó István Szakkolégium társadaloméleti folyóirata*, 6—7, Budapest, 1988, mais en hongrois).

De son côté Ildikó Szabó, sociologue travaillant depuis longtemps sur la socialisation politique, présente les résultats de ses derniers travaux et de sa collaboration avec Annick Percheron, la spécialiste internationalement reconnue récemment disparue. On pourra d'ailleurs mesurer l'originalité de la démarche de Ildikó Szabó en relisant l'ouvrage de références de Claude Dubar sur la socialisation (*La socialisation*, Paris, Armand Colin, 1991). Notons que le premier livre de Madame Szabó (*Az ember államosítása*, Budapest, 1991, *Tekintet Könyvek* et en anglais *Political socialization in Hungary, the duality of institutional and non-institutional processes*, Frankfurt-am-Main, Berlin, New-York, Paris, Verlag Peter Lang, 1989) qui portait sur la socialisation politique dans les années de «stabilité socialiste», jusqu'à 1985, va être suivi d'une étude comprenant la période suivante et fondée sur une approche de la conscience politique (*A megtanulhatatlan rendszer*, à paraître).



Ildikó SZABÓ

Bibliothèque Nationale des Langues Etrangères, groupe de recherche sur les minorités, Budapest

La socialisation politique en Hongrie

Dans toutes les sociétés la socialisation politique porte la marque du système politique en place, bien que partout dans le monde, les processus de socialisation, c'est-à-dire les mécanismes d'interaction entre l'individu et la société, soient les mêmes. On peut, bien sûr, expliquer en partie les différences entre la socialisation politique en France et en Hongrie par le fait qu'avant le changement il y avait des différences de fond entre les deux régimes politiques. Pourtant, dans le processus de socialisation on distingue, malgré les changements de régime politique, des modèles de comportements et de réactions historiquement marqués, ainsi que les valeurs et normes qui les ont déterminés, même si ces dernières s'effritent, s'effacent, ou se transforment.

Cet héritage psychologico-social est façonné par l'histoire. De ce point de vue la différence est évidente entre les régions occidentales et orientales de l'Europe, l'Europe centrale étant à un stade intermédiaire. La culture politique hongroise, qui s'accumule de génération en génération au travers de la socialisation politique, ressemble fondamentalement à celle de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie, même si dans le détail elle comporte des traits particuliers.

Une des particularités de la socialisation politique en Hongrie est sans aucun doute l'incapacité avérée des modèles de société à suffisamment se stabiliser, contrairement à ce qui s'est produit en Europe occidentale. En effet il y a eu au cours de ce siècle huit tournants historiques qui ont entraîné la modification en profondeur de l'échelle des valeurs politiques. Et, souvent, les nouveaux régimes se sont fondés sur le rejet total du régime précédent. Pour mémoire citons: le passage de la Monarchie dualiste à la République des Conseils; l'arrivée de Horthy au pouvoir, qui s'est achevée par le pouvoir de Croix-fléchées de Szálasi; la mise en place de la «coalition» (1945—1947); puis les débuts de l'ère Rákosi qui s'acheva avec la révolution de 1956, elle-même suivie de l'ère Kádár; et enfin, aujourd'hui, l'ère ouverte par les élections libres et le système multipartite. A travers tous ces changements, décidés tant «à l'extérieur» qu'«en haut», la société a pu constater que dans le domaine politique, un seul principe se réalisait à tout coup: rien n'est jamais acquis. Ainsi, au cours du seul XX^e siècle, on a redessiné quatre fois les frontières nationales.

Les divers régimes politiques ayant pris fin à la suite de crises répétées, ce sont des expériences collectives sans liens directs avec la politique qui forment le ciment social entre citoyens, contrairement à ce qui se passe dans les sociétés ayant connu un ou plusieurs siècles de développement continu. Ainsi les recherches de socialisation politique en Hongrie doivent prendre en compte des particularités de la culture politique nationale qui, en France par exemple, correspondent à des phénomènes qu'on ne considère pas comme objets de recherche. Nous avons relevé quelques - unes des spécificités des expériences collectives hongroises.

Les gens n'ont pas eu du tout, ou ont eu seulement pour quelques courts moments (par exemple en 1956), l'expérience de la participation à la vie politique, qui est une des bases du comportement politique et plus largement de la citoyenneté modernes. Ils ont moins été sujets qu'objets de l'histoire politique. C'est ainsi qu'un sentiment d'exclusion de leur propre histoire a pu perdurer, lié à un état de profonde dépression politique entraîné par les guerres mondiales perdues, les pertes de territoires, les frustrations collectives qui ont tant mutilé la conscience sociale.

Les expériences politiques se sont très souvent organisées autour de la peur, de la soumission et de l'absence de perspective. Le rapport à la politique des individus et des groupes est devenu imprévisible. Il était possible de voir d'un jour à l'autre les idées qui jusque là étaient les seules à être tolérées perdre toute validité, et parallèlement les gens qui s'étaient identifiés à elles subir des mesures de rétorsion voire être menacés dans leur existence. Bien évidemment ces ruptures n'ont pas favorisé l'instauration d'une quelconque confiance envers les institutions politiques. Elles n'ont aidé ni à rendre prévisible la vie des individus ni à organiser les comportements autour de valeurs bourgeoises qui ne produisent leurs effets que sur le long terme.

Enfin il faut mentionner le fait que la population n'a pu faire le nécessaire travail d'interprétation d'une bonne partie des événements collectifs marquants du XX^e siècle, ou seulement avec quelques phases historiques de retard. Mais alors cela n'a représenté, tout au plus, qu'une compensation symbolique pour un petit nombre. Tout au long du XX^e siècle les troubles de fonctionnement de la communication, aggravés par la segmentation de la société, ont pesé sur le processus de socialisation en Hongrie. L'histoire telle qu'elle a été vécue s'est conservée uniquement au sein des familles, de génération en génération, sans que leurs expériences puissent être évoquées par les médias ou même en public.

Naturellement, le système politique qui, en Hongrie aussi, s'est figé à la fin des années 1940, n'a pas aidé à développer un modèle de socialisation au centre duquel on aurait pu trouver l'individu politiquement émancipé, au sens politique du mot. Dans ce nouveau système c'est un modèle de socialisation inconnu dans les sociétés occidentales qui s'est mis en place, le modèle de *socialisation double*. Les processus institutionnels et non-institutionnels sont devenus étrangers les uns aux autres. Alors que dans les sociétés occidentales la socialisation institutionnelle était compatible avec la socialisation cons-

truite «d'en bas», non institutionnelle et acceptée par la pratique sociale, en Hongrie, au contraire, la socialisation institutionnelle s'est transformée en un endoctrinement excluant tout choix, imposé à l'aide des instruments coercitifs du pouvoir, et conçu entièrement par le «centre». A côté de cet endoctrinement officiel, comme parallèlement, on a vu s'organiser des réactions de la société civile qui restaient cantonnées à la sphère privée, n'étaient pas considérées officiellement à l'égal de la socialisation institutionnelle, et étaient même souvent qualifiées d'illégitimes. La socialisation institutionnelle donnait, de la société, une image homogène politiquement ne correspondant à rien dans les faits. On n'y reconnaissait ni les processus politiques réels, ni les universaux politiques partagés par la population. Ainsi la socialisation politique ne visait ni l'affirmation de la dimension politique de la personnalité, ni le développement des capacités individuelles à se situer dans une société politiquement contrastée, mais bien une sorte d'étatisation. Le but était d'aboutir à l'uniformisation des membres de la société. Le sujet de l'action, dans cette conception très idéologique, n'était évidemment pas l'individu, mais une abstraction — l'idée d'homme nouveau — qui avait été construite à partir d'éléments normatifs nécessaires à l'établissement de la loyauté politique tant désirée.

La socialisation politique de la période qui s'acheva avec 1956 peut être qualifiée de *socialisation directe*. L'existence même de conflits était tout simplement déclarée impossible. Une série d'idées produite par le pouvoir pour former un univers politique était directement, sans passer par l'intermédiaire d'une pratique sociale, insufflée à la population au travers des institutions formelles de socialisation: système scolaire, médias, mouvements de masses organisant des manifestations à la choréographie si typique de l'époque, culture officielle. Du point de vue du régime lui-même, ce système de socialisation présentait des dysfonctionnements, puisqu'il n'offrait au pouvoir aucun écho indiquant l'état réel de la société. Les pulsions sociales qui ont surgi à l'automne 1956 ont d'un coup également signifié l'échec de la socialisation directe. Après 1956, bien que la socialisation institutionnelle n'ait pas été bouleversée par des changements radicaux, le pouvoir tira toutefois des enseignements de l'échec des pratiques de la période précédente. L'espace laissé à la socialisation non institutionnelle devint plus important, l'autonomie relative de la vie quotidienne fut affirmée face à la domination sans partage de la sphère politique, et, ce n'est pas le moins important, il devint possible pour les individus, dans les sphères économiques et culturelles, de passer des accords entre eux. On peut appeler la socialisation de cette période la *socialisation politique par esquivance des conflits*: il restait impossible d'apprendre à gérer les conflits au moyens de techniques institutionnelles, publiques et codifiées, mais le pouvoir avait cessé de nier la possibilité de leur existence.

Le passage progressif d'un mode de socialisation politique direct à un mode indirect a ouvert de plus en plus les portes à l'apprentissage, par les générations qui montaient alors, de toutes ces petites astuces qui permettent

de faire valoir les intérêts personnels tant qu'ils ne sont pas politiques. La vision du monde politique élaborée institutionnellement s'est avérée de moins en moins capable d'influencer les mentalités, et elle a été de plus en plus marginalisée, tant dans l'enseignement que par les médias ou dans la vie culturelle. La socialisation s'est donc ancrée de plus en plus aux processus sociaux spontanés qui n'étaient ni qualifiés ni analysés, pas encore légaux mais déjà plus illégaux. La nature du système politique est devenue de plus en plus transparente. Dans une approche de psychologie sociale on peut dire que le fait que le régime soit «apprenable» a été la condition qui rendit définitivement inopérant le mode de gouvernement en oeuvre jusque - là. Les activités émancipatrices de la société civile, fort teintées de sentimentalisme, le menaçaient frontalement. Il a alors suffi de laisser le temps — et l'évolution de la politique internationale — faire leur oeuvre, pour que le régime s'effonde, y compris d'un point de vue structurel.

Ainsi, vers la fin de l'époque Kádár, deux traits de la socialisation politique en Hongrie ne se retrouvaient absolument pas en France. Le relâchement de l'encadrement politique de la société a de plus en plus amené les gens à avoir, sur la société, la politique ou l'économie, une réflexion qui sortait des scénarios sous-tendus par les institutions officielles de socialisation. Cependant les divers sentiments et conceptions politiques qui se firent jour ne purent pas du tout, ou de façon très marginale, se faire accepter ouvertement par les institutions et médias contrôlés par le pouvoir. Ils n'étaient ni évoqués publiquement ni pris en compte par les institutions et l'idéologie officielles. Diffusés dans une semi-légalité, en chuchotant, ils commencèrent à prendre forme et s'articuler dans un «no man's land» politique. En France, la situation est fort différente. Le citoyen qui souhaite déterminer ses options politiques bénéficie d'un cadre institutionnel très riche. Il ne connaît pas cette absence de pôle de référence et ce sentiment qu'ont à d'être laissé à soi-même si caractéristique de la conscience politique en Hongrie.

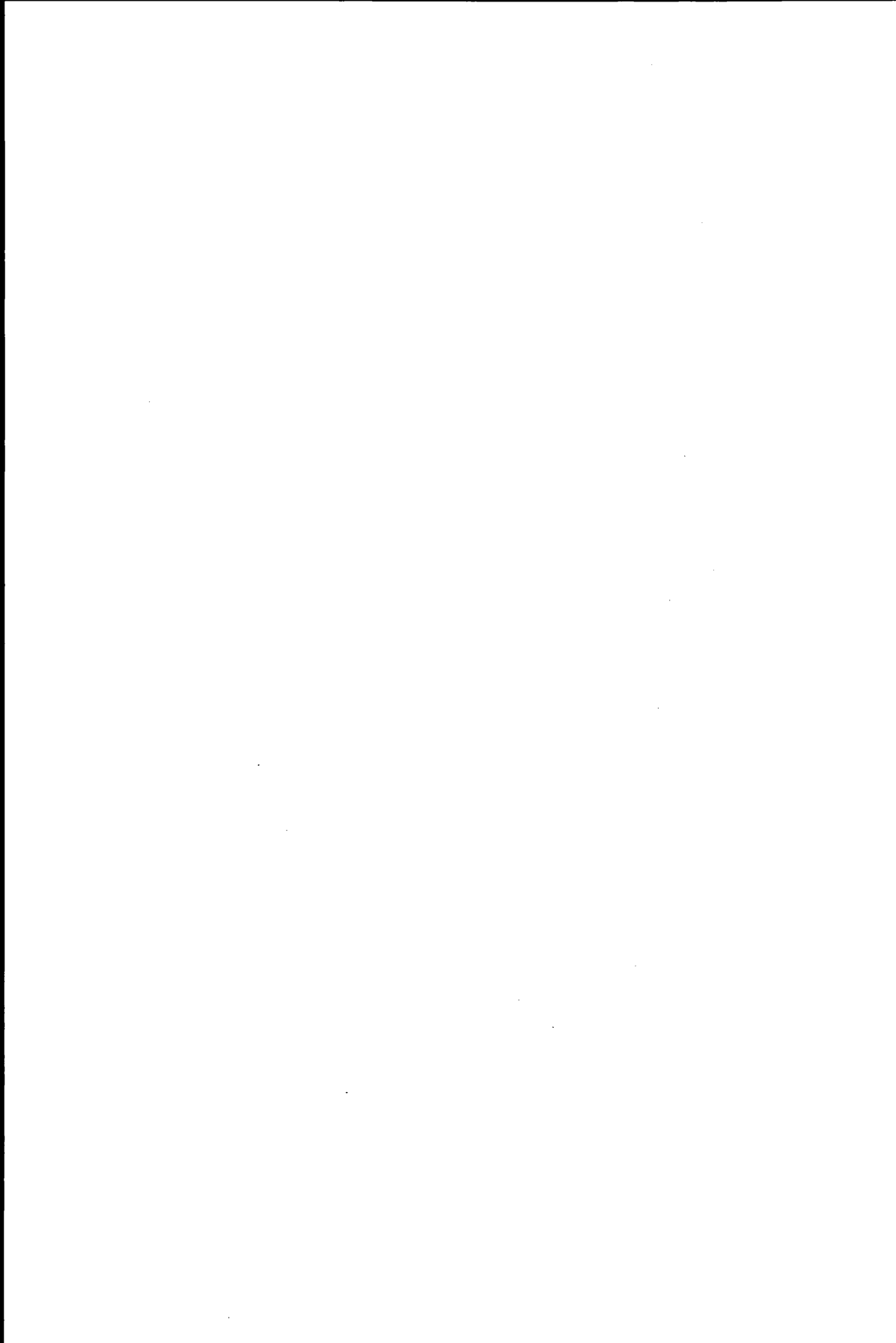
La seconde différence entre les deux pays vient du prix moral qu'on paie encore aujourd'hui en Hongrie pour la socialisation double. Le dédoublement des comportements, le déguisement des opinions politiques ou la défense en public d'une opinion qui n'est pas celle de l'intervenant étaient devenus des attitudes naturelles. L'exigence de dépassement du décalage entre les univers politiques réel et désiré a fait naître des processus de réduction de la dissonance cognitive qui n'existent pas dans la société française. Les individus ont dû intérioriser le fait qu'ils étaient à la fois «dedans» et «en dehors» qu'ils s'intègrent certes dans le cadre du système politique, mais tout en le rejetant.

Avec le changement de régime, en principe, la mise en place d'une socialisation politique moderne est devenue possible. La socialisation politique hongroise peut enfin se rapprocher du modèle ouest-européen. Mais la socialisation est aussi le produit de modèles de comportement et de pensée qui se sont fondus puis figés à partir de traditions historiques et de pratiques sociales.

Le nouveau système politique doit faire face à la culture politique héritée de l'ancien. Ainsi en est-il de l'apathie politique: une proportion importante de la population croit qu'aucune des forces politiques ne représente vraiment les intérêts de la société. Le militantisme et plus généralement l'action politique, en tant qu'activités sociales, ont perdu leur crédibilité. En partant de ces constatations, il est intéressant de noter que dans les sondages réalisés ces deux dernières années, seule progresse de façon stable la FIDESZ (Alliance des jeunes démocrates) qui est un parti d'opposition. C'est elle qui représente la nouvelle génération qui n'a pu, vu son âge, se compromettre sous l'ancien régime.

Ainsi la culture politique reçue en héritage ne peut même pas aider les citoyens à définir leur identité sociale ou nationale dans le nouveau contexte. Des institutions de socialisation en place ces quarante dernières années, seule la famille peut aujourd'hui soutenir le citoyen dans sa quête d'identité. Ce n'est pas un hasard si, même si on peut y voir un anachronisme, la politique culturelle cherche à ressusciter les schémas d'identification nationale remontant à l'entre deux guerres.

Les chercheurs français avec l'extension des travaux sur la socialisation politique — depuis le début des années 1970 — sont dans une situation particulière, puisqu'ils observent un champ sociologique s'organisant autour d'une structure politique stable pour l'essentiel, malgré des changements dans la forme de manifestation des phénomènes, et se concentrent sur des traits de la socialisation politique qui répondent aux évolutions des institutions de socialisation et des indicateurs sociologiques. Les chercheurs hongrois auront, eux, pendant encore longtemps, à dégager empiriquement, au cœur des relations entre les dimensions sociologiques et politiques des phénomènes de socialisation, les traces de l'héritage historique.



Mária SIMON

École Normale Dániel Berzsenyi, Szombathely

A propos de politologie

Le mensuel Világosság publie en décembre 1988 un article dans lequel Csaba Gombár analyse l'état de la politologie en Hongrie. Il constate alors que la politologie hongroise ne pose pas les «questions politiques primordiales», en d'autres termes celles concernant les rapports entre les pouvoirs dans le système politique. Selon lui, on ne fait que réactualiser les principes antérieurs et reprendre les aspirations politiques de ces cent cinquante dernières années. Il relève en outre le manque sensible de recherches comparatives, recherches sans lesquelles on ne peut, par ailleurs, se connaître soi-même.

Ce n'est pas un hasard si son analyse se situe à la fin des années quatre-vingt. En effet, durant cette décennie la politologie s'est trouvée à un tournant de son évolution, et ceci au niveau mondial. La crise de l'Etat-Providence a entraîné une crise des sciences humaines, et partant, des sciences politiques. Les pays d'Europe de l'Est ont également connu des changements importants. C'est là précisément que la politologie intervient, jouant un rôle essentiel, ne serait-ce que pour légitimer les transformations politiques et la situation transitoire, entre «ce qui n'existe plus» et «ce qui n'existe pas encore».

Csaba Gombár mentionne aussi l'absence d'ouvrages de politologie qui comporteraient les résultats de recherches en cours et qui seraient destinés aux étudiants. Il s'agit là d'une situation paradoxale car, depuis 1988 (année importante qui semble marquer les débuts réels et actifs de la politologie hongroise), une trentaine d'études environ, se rapportant à la vie politique hongroise, ont paru dans plusieurs revues, notamment dans Valóság, Világosság, Mozgó Világ. Ces publications étant bien entendu étroitement liées aux modifications intervenues dans le système, lesquelles sont d'ailleurs indiscutables, admises par tous, y compris les opposants eux-mêmes, et attestée par les diverses institutions qui se sont créées depuis trois ans.

Les conséquences des récents changements se font sentir au niveau de la liberté de pensée et surtout de la liberté d'expression: c'en est fini des semi-vérités et de la langue de bois. Que de chemin parcouru depuis 1982 où dans la publication *Etudes des Sciences Politiques*, la question se posait de savoir si la politologie pouvait constituer une science en elle-même, et quelle place pourrait être la sienne par rapport au marxisme! Les thèmes essentiels

qui faisaient cependant déjà l'objet des discussions d'alors concernaient les voies de la démocratisation, ses domaines d'application, ses moyens les conflits qui pouvaient se faire jour, la modernisation, le pluralisme, le fonctionnement des partis politiques, le Parlement, la séparation des pouvoirs . . .

Le processus étant enclenché, Mihály Bihari publie au printemps 1989 un programme politique comportant précisément la possibilité de création de partis politiques; ce programme propose en outre des alternatives qui permettraient de passer d'un système à l'autre, les périodes de transition étant toujours difficiles.

István Schlett publie également à la même époque un travail analogue concernant particulièrement le multipartisme. Ceci démontre bien que les politologues souhaitent faire partie intégrante de la vie politique; ils estiment, sur la base de leurs compétences, que leur rôle peut se révéler très utile pour la société.

En 1989, les politologues s'intéressent surtout aux questions touchant les comportements, les attitudes politiques. Paraissent à cette époque, parallèlement, plusieurs ouvrages de politologues Hongrois vivant à l'étranger, qui analysent les composantes de la crise. Divers articles se penchent sur la recherche de précédents dans l'histoire d'autres nations, notamment dans l'histoire de la politique espagnole.

Des études critiques voient également le jour; c'est ainsi que Tamás Fritz analyse les écrits de Marx à propos du *Coup d'Etat de Bonaparte le 18 Brumaire*. Fritz considère que Marx n'a pas pris conscience du fait qu'alors un processus de démocratisation s'était enclenché. Son article s'intitule d'ailleurs «Les erreurs de Marx».

Une étude systématique du régime débute et les politologues commencent à être reconnus en tant que tels. C'est ainsi qu'un Comité est créé, dirigé par un politologue, et chargé de s'occuper des relations entre la politique du Gouvernement et les intérêts des intellectuels: leur rôle, leur place, leur situation dans le nouveau système. La revue *Századvég (Fin de Siècle)* publie d'ailleurs un numéro spécial consacré aux intellectuels: les intellectuels traditionnels des milieux urbains et ceux issus des couches populaires (les populistes). Les politologues ont leur mot à dire dans toutes ces discussions.

L'évolution se poursuivant, les politologues élargissent leur champ d'investigations. Les travaux portent ainsi dès 1990 les tâches du nouveau Parlement. Il convient également de mentionner que depuis 1989, paraît chaque année un «Politikai évkönyv», sorte de chronique commentée des événements politiques marquants. Cet ouvrage est élaboré par des politologues. „Un des nouveaux terrains de recherches est la «nouvelle élite». Un problème se pose cependant, car les politologues, dans leur très grande majorité continuent d'intervenir activement dans la vie politique du pays; ils se trouvent dans une situation fautive de juge et partie. Ils ne constituent pas encore réellement un groupe de spécialistes dont la discipline posséderait des contours bien définis. Ce qui peut d'ailleurs s'expliquer, car dans le cadre d'un système reposant sur un parti unique, la politologie représentait une attitude critique, une

possibilité d'expression pour les opposants, — ce qui est d'ailleurs l'essence même de la politologie —. Cependant la situation s'est modifiée et la critique ne se justifie plus de la même manière. Il conviendrait de prendre du recul et de se situer en dehors des partis politiques. Avoir une position «objective» — dans la mesure du possible —, ce qui est très rarement le cas.

Le problème essentiel qui se pose en la matière, c'est que les critères touchant à la spécialité «politologie» sont toujours très flottants. N'étant pas fixés, ces critères, (ou plutôt leur absence) autorisent n'importe qui à se prétendre politologue.

Les diplômes possédés par les spécialistes de la politologie sont, en l'état actuel des choses, d'origines diverses. Un politologue peut être tout aussi bien historien, avocat, philosophe, sociologue d'origine, et plus rarement économiste. La question se pose donc de savoir quelles sont les connaissances, les compétences particulières qui déterminent «le politologue». Force est de constater qu'actuellement aucune réponse satisfaisante ne peut être apportée à cette importante question.

Ceux qui entreprennent des recherches ne sont toujours pas sur un pied d'égalité car la maîtrise d'une langue étrangère constitue un énorme atout, voire un privilège. Le chercheur a accès à des sources inaccessibles aux autres, puisque la littérature hongroise en la matière reste encore fort incomplète. Donc que peut-on dire de la politologie et des politologues? Les notes bibliographiques accompagnant les différentes études entreprises font apparaître le plus fréquemment les noms suivants: Weber, Habermach, Offe, Bloch Galbraith, Mills, Wiattre, Riesmann, Althusser, Sartori, Luhman, Baumann . . . et parmi les politologues hongrois: Ágh, Bihari, Pokol, Szabó Máté, Kéri, Schlett, Lengyel, Gombár, Kulcsár . . . qui constituent en réalité la première génération de spécialistes de sciences politiques, reconnus comme tels. Ce sont eux qui ont lutté pour que la politologie soit admise comme une science à part entière.

Il n'existe pas d'école de politologie en Hongrie; cependant dans chaque Université, dans chaque Ecole Supérieure, une chaire est réservée, si l'on peut dire, à cette matière. Dans la plus grande majorité des cas, il s'agit de l'ancienne chaire de l'enseignement du Marxisme, qui a été reconvertie . . . Cette transformation en chaire de politologie ne manque pas d'entraîner quelques difficultés, en effet, nombre de professeurs se trouvent démunis car ils n'ont pas été formés, ce ne sont pas des spécialistes de politologie. Les chaires de politologie doivent donc faire leurs preuves.

Cet aspect de la question ne sera pas facile à traiter, car, si personne ne conteste l'utilité d'un tel enseignement, tout le monde sait également que les fonds manquent cruellement pour l'assurer dans les meilleures conditions.

Les politologues ont récemment créé une association au sein de laquelle ils se regroupent: «La Société de Politologie». Cette association publie ses annales chaque année. En avril 1992 plusieurs articles de ces annales seront consacrés à l'histoire de la politologie hongroise, ce qui constituera une base d'études.

Par ailleurs, un ouvrage de M. Bihari est sous presse, destiné à l'usage des étudiants. L'enseignement systématique s'organise donc; depuis un an d'ailleurs, un enseignement spécialisé destiné à la formation des politologues est dispensé à la Faculté de Droit de l'Université Eötvös et à la Chaire de politologie de l'Université des Sciences Economiques.

On peut donc affirmer qu'en quatre ans environ, les premiers résultats sont apparus, qui constituent les fondements de cette nouvelle science.

Ouvrages consultés

GOMBÁR, Csaba: „Toledóból a magyar politikatudományról”, in *Vigyázó szemetek merre is vessétek*, Kossuth Könyvkiadó — 1989

BIHARI, Mihály: „Politikai rendszer és demokrácia”. *Politikatudományi füzetek* 6, 1989.
Politikatudományi Szemle. Az MTA Politikatudományi Bizottsága és az MTA Politikatudományi Intézet folyóirata 1992/1 (mai 1992). C'est la première livraison de cette revue qui contient entre autres une excellente bibliographie des sciences politiques hongroises pour les années 1989—1991.